

## Guinée

L'activité économique en 2010 a été affectée par un attentisme provoqué par la lenteur dans le déroulement des élections présidentielles. La croissance devrait se consolider en 2011.

La Guinée est marquée par des faiblesses structurelles et institutionnelles ainsi qu'un environnement des affaires peu propice au développement du secteur privé.

Le partenariat avec les nouveaux pays émergents reste faible mais la marge de progression est assez importante.

La Guinée est un pays pauvre et fragile, en dépit d'un potentiel économique considérable, varié et inexploité. En effet, le pays dispose d'une des plus grandes réserves mondiales de bauxite (les deux tiers des réserves mondiales) et de minerai de fer, mais aussi de gisements importants d'or et de diamant, et de possibilités pour le développement d'autres métaux, du pétrole et du gaz. Les faiblesses structurelles et institutionnelles dont continue de souffrir la Guinée n'ont pas permis de développer une vision stratégique ni une capacité d'exécuter le type de politique requis pour jouir pleinement des avantages que lui procure sa richesse minière.

Sur la période 1985-2002, la Guinée s'est engagée dans un processus de libéralisation et de transformation économique : il a permis une croissance moyenne réelle du produit intérieur brut (PIB) de 4 % par an sur la période (soit un accroissement de 0.8 % du revenu par habitant), tout en stabilisant les prix et le taux de change. Après des dérapages dans la mise en œuvre des réformes entre 2003-06, qui ont abouti à une baisse du revenu par habitant de 0.6 %, le marasme économique s'est amplifié en 2007 sous l'effet de la crise mondiale. Face aux difficultés, la Guinée a mis en œuvre depuis 2007 des réformes au titre de sa deuxième stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP2), appuyée par la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC) du Fonds monétaire internationale (FMI) et les interventions des autres partenaires techniques et financiers. Les réformes ont porté leurs fruits en 2008 en dépit d'un contexte international difficile. La croissance s'est accélérée de 1.8 % en 2007 à 4.9 % en 2008. Mais, à partir de 2009, la situation économique a été marquée par la persistance des effets conjoints de la crise économique et financière et de la crise socio-politique ; par conséquent, le PIB a régressé de 0.3 %.

La situation économique continue à être difficile comme le laissent entrevoir les indicateurs en 2010. Le taux de croissance économique se situe à 1.6 %, un niveau insuffisant pour faire reculer la pauvreté. Le taux d'inflation élevé (15.8 %) continue d'éroder le pouvoir d'achat de la population. L'incidence de la pauvreté, qui a été de 49% en 2002, a atteint 55 % en 2010. Les réserves de change, amenuisées, ne permettent de couvrir que 1.9 mois d'importations. Les arriérés intérieurs et extérieurs ont fortement augmenté, rendant difficile l'amélioration du cadre macroéconomique. A ce tableau de bord, il faut ajouter la baisse substantielle de l'aide publique au développement tant au niveau bilatéral qu'au niveau multilatéral. Par ailleurs, l'augmentation des prix des principaux produits importés, comme les denrées alimentaires et le pétrole, a également aggravé la situation. A ce rythme, l'atteinte du point d'achèvement au titre de l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE), un enjeu de taille quasiment réalisé à la fin de 2008, sera une tâche difficile pour la Guinée si la tendance n'est pas rapidement inversée.

Au cours de la dernière décennie, la Guinée a connu une instabilité socio-politique récurrente marquée par des violences d'État sur la population civile. Cet environnement socio-politique était peu propice au développement du monde des affaires.

Les premières élections libres de l'histoire de la Guinée se sont déroulées le 27 juin 2010. Ces élections devraient conduire à un nouvel ordre constitutionnel, au retour des forces de défense et de sécurité dans les casernes et à leur transformation en force républicaine au service de la paix, de la démocratie et du développement.

En somme, la stabilisation socio-politique, consécutive à l'élection présidentielle de 2010 et la reprise économique mondiale devraient permettre une consolidation de la croissance à partir de 2011.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

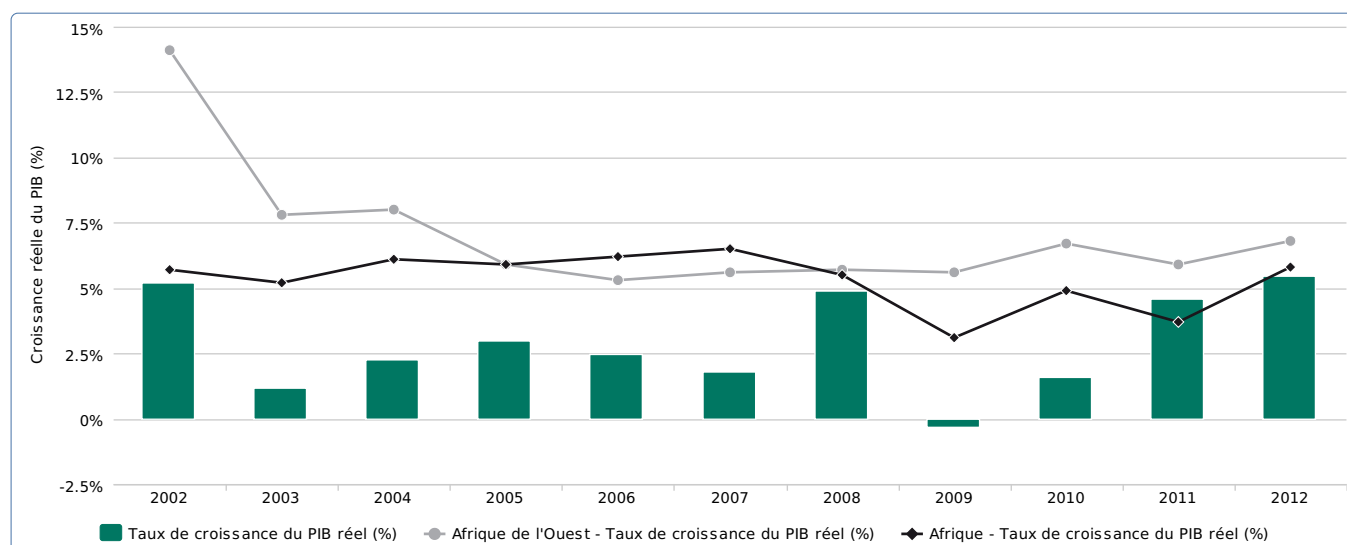
	2009	2010	2011	2012
<b>Taux de croissance du PIB réel</b>	-0.3	1.6	4.6	5.5
<b>Inflation IPC</b>	4.7	15.8	13.5	8.2
<b>Balance budgétaire % PIB</b>	-8.4	-12	-10.8	-9.3
<b>Balance courante % PIB</b>	-9.2	-8.3	-5.6	-3.6

**Source :** Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414364>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



**Source :** Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412008>